



Guéreins



Novembre 2023



Modification n°2 du PLU

Auto-évaluation MRAe

Guéreins



MOSAÏQUE
ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

Rédaction : Richard Benoit

Cartographie : Étienne POULACHON



Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaïque-environnement.com - www.mosaïque-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

Sommaire

Chapitre I. Contexte réglementaire	1
Chapitre II. Les raisons de la modification.....	4
Chapitre III. Localisation des modifications et enjeux environnementaux.....	7
III.A - Les zones réglementaires et inventaires de biodiversité.....	8
III.A.1. Les ZNIEFF	8
III.A.2. Les sites Natura 2000	10
III.B - Susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000 ou ZNIEFF	12
III.A.1. Susceptibilité d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ou une ZNIEFF	13
III. C – POINTS DE LA MODIFICATION DONT L'INCIDENCE EST NEUTRE	15
III. C - Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité	16
III. D - Effets de la modification du PLUi sur la consommation de l'espace	18
III.E - Incidence sur une zone humide	20
III.F - Incidences sur l'eau potable, l'eau pluviales et l'assainissement	22
III. G - Incidences sur le paysage et le patrimoine bâti.....	24
III.H - Incidences sur l'énergie, le climat, les pollutions et les nuisances	25
Chapitre IV. Conclusion	26



Chapitre I. Contexte réglementaire



Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ainsi que le présent formulaire ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement



Chapitre II. Les raisons de la modification



A la suite de la mise en œuvre d'un périmètre d'étude pour la maîtrise du développement et des aménagements sur le centre-bourg et au vu des résultats de l'étude alors menée, la commune de Guéreins souhaite pouvoir faire évoluer son document d'urbanisme pour :

Modifier le règlement, sur chacune des zones « U » mixte à dominante d'habitat, pour établir des outils de maîtrise de la densité urbaine

Cette modification permettra le développement maîtrisé de la commune par le prisme d'outils de maîtrise de la densité urbaine comme le CES (Coefficient d'Emprise au Sol) et le CPT (Coefficient de Pleine Terre).

Supprimer, modifier et créer des OAP sur des secteurs à enjeu

Dans la mesure où la commune souhaiterait maîtriser le développement de plusieurs secteurs à fort enjeu, localisés dans le centre-urbain.

Créer de nouveaux Emplacements Réservés

Il est apparu nécessaire de créer deux nouveaux Emplacements Réservés destinés à l'aménagement d'un cheminement piéton pour assurer la continuité piétonne entre un secteur d'OAP (site 1) et le parking (ER n°5) ; et à l'aménagement d'un carrefour.

Mise en œuvre d'un périmètre d'étude

A la suite de la mise en œuvre d'un périmètre d'étude pour la maîtrise du développement et des aménagements sur le centre bourg et au vu des résultats de l'étude alors menée, la commune souhaite pouvoir faire évoluer son document d'urbanisme pour :

1 - Modifier le règlement, sur chacune des zones « U » mixte à dominante d'habitat, pour établir des outils de maîtrise de la densité urbaine

Afin de permettre le développement maîtrisé de la commune par le prisme d'outils de maîtrise de la densité urbaine comme le CES (Coefficient d'Emprise au Sol) et le CPT (Coefficient de Pleine Terre).

2 - Supprimer, modifier et créer des OAP sur des secteurs à enjeu

Dans la mesure où la commune souhaiterait maîtriser le développement de plusieurs secteurs à fort enjeu, localisés dans le centre-urbain.

3 - La création d'un nouvel Emplacement Réservé

Il est apparu nécessaire de créer deux nouveaux Emplacements Réservés destinés à l'aménagement d'un cheminement piéton pour assurer la continuité piétonne entre un secteur d'OAP (site 1) et le parking (ER n°5) ; et à l'aménagement d'un carrefour.

Autres évolutions du PLU

4 - Dessin de la zone 1AUx1 – réparation d'une erreur matérielle

Deux toutes petites parcelles à la frontière avec la commune de Montceaux ont été classées en zone A alors qu'elles appartiennent de manière évidente à la zone d'activité qui s'étend sur les communes de Guereins et de Montceaux.

S'agissant d'une erreur matérielle, le déclassement de 580 m² de la zone A pour reclassement en zone 1AUx1 peut rentrer dans le champ de la modification simplifiée.

5 – Zone Ux1 – création d'une zone d'étude

Afin de se donner le temps de la réflexion par rapport à une zone Ux1 proche du centre bourg et où sont implantés des silos, il est mis en place une servitude d'inconstructibilité (article L151-41 du code de l'urbanisme) sur la zone Ux1 de la rue de la Motte.

6 – Création d'un emplacement réservé pour des équipements pour personnes âgées

Au cœur du centre ancien, une propriété constituée de deux bâtiments et d'un parc présente un grand intérêt pour la commune qui souhaiterait pouvoir développer des équipements au service de personnes âgées, mais aussi pour l'accueil et l'hébergement de celles-ci.

7 – Création d'un emplacement réservé pour des équipements communaux

Dans le cadre d'une réflexion sur le regroupement et le renforcement des équipements autour de la Mairie, il est créé un emplacement réservé pour la réalisation d'équipements publics et, en particulier, des salles pour les associations.

8 – Elargissement d'une protection L123-1-5-7°

Reprise du dessin d'une protection au titre de la l'article L123-1-5-7° pour mieux la positionner sur la végétation existante.

9 – Règlement – Habitations existantes dans les zones A et N

Il s'agit d'homogénéiser les règles qui s'appliquent par rapport aux habitations existantes dans les zones agricoles et naturelles.

10 – Règlement – Implantation des piscines

Il s'agit d'homogénéiser et d'assouplir les règles d'implantation des piscines.

11 – Règlement – Hauteur des clôtures

Il s'agit de permettre une plus grande hauteur pour les clôtures.

12 – Règlement – Stockage pour récupération des eaux pluviales

Pour la nécessaire adaptation au changement climatique, il est imposé un stockage d'eaux pluviales en cas de création d'une nouvelle surface de toiture de plus de 50 m².

13 – Règlement – Limitation des annexes de petites taille

Le nombre des annexes d'une superficie de moins de 10 m² sur un même tènement est limité à deux maximum.



Chapitre III.

Localisation des modifications et enjeux environnementaux



III.A - LES ZONES RÉGLEMENTAIRES ET INVENTAIRES DE BIODIVERSITÉ

III.A.1. Les ZNIEFF

L'inventaire des ZNIEFF détermine un secteur sur le territoire, particulièrement riches d'un point de vue écologique et faunistique. Sur le territoire intercommunal, on distingue un grand nombre de ZNIEFF de Type 1 et 2 :



Cartographie de la localisation des ZNIEFF, Mosaïque Environnement

ZNIEFF de Type 1, au nombre de 3 dont une à proximité :

- 820030861 – « Lit majeur de la Saône »

« La Saône s'écoule dans une plaine alluviale régulièrement inondée. On observe ici des formations végétales typiques des bords de fleuve, des prairies de fauche tardive et des forêts alluviales. Ces milieux abritent une faune et une flore caractéristiques, riches et diversifiées. »

- 820030875 – « Partie aval du ruisseau de la Callone »

« Le ruisseau de la Callone naît sur le bord du plateau dombiste. Il serpente quelques kilomètres dans la campagne verdoyante avant de se jeter à l'ouest dans la Saône, en face de l'île de Taponas. Ce cours d'eau est fréquenté par la seule lamproie française vivant en permanence dans des eaux douces : la Lamproie de Planer. »

- 820030862 – « Rivière de l'Ardières » (à proximité de la façade Ouest)

« Il s'agit du tronçon aval de la rivière Ardières. On y trouve une faune intéressante avec des espèces sensibles à la qualité du milieu »

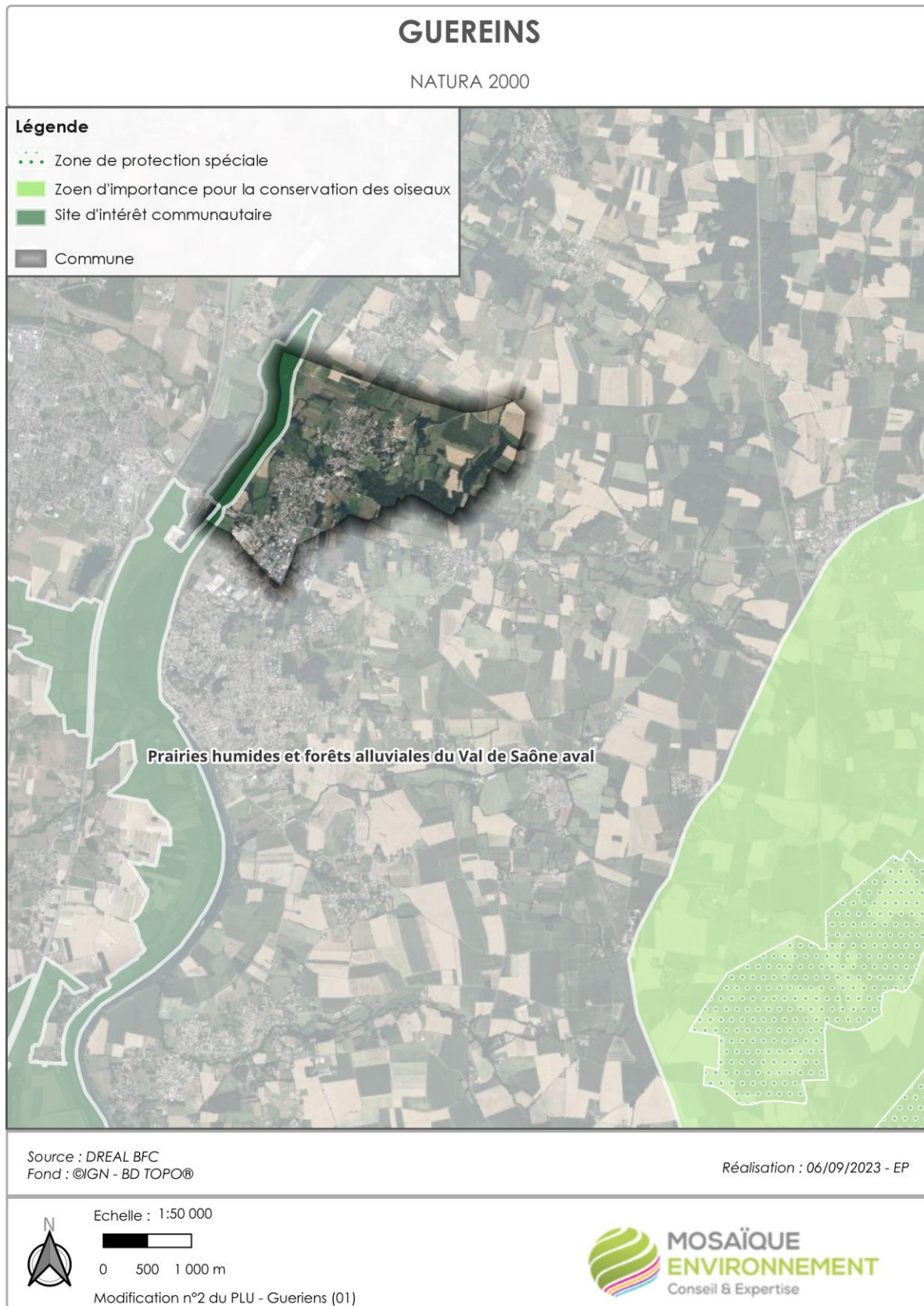
ZNIEFF de Type 2, au nombre de 1 :

- 820030870 – « Val de Saône méridional »

« Cet ensemble naturel concerne le cours de la Saône, ses annexes fluviales et sa plaine inondable. Cette dernière, large de plusieurs kilomètres au nord, se réduit progressivement vers le sud. À l'approche de Lyon, la délimitation se restreint à la rivière proprement dite, à ses îles et à ses franges immédiates. Il concerne également certains milieux naturels annexes (secteurs sableux au nord, espaces bocagers frangeant le champ d'inondation vers l'est...), ainsi que le débouché de plusieurs vallées affluentes qui conservent sur une échelle moindre des ensembles remarquables. Le Val de Saône constitue encore la zone humide la plus étendue du bassin hydraulique Rhône-Méditerranée-Corse, et l'une des plaines alluviales les mieux conservées de France. La délimitation retenue ici souligne l'importance des interactions biologiques existant encore entre la rivière, la prairie inondable et les divers espaces naturels périphériques. Les secteurs les plus remarquables en terme faunistique et floristique y sont identifiés par plusieurs ZNIEFF de type I souvent étendues et fortement interdépendantes. Une grande partie est par ailleurs inventoriée en tant que Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). Ce site, qui comporte un vaste champ d'inondation, illustre de façon exemplaire l'intérêt de tels espaces, aujourd'hui en voie de réduction accélérée, en matière de patrimoine et de fonctionnalités naturels. »

III.A.2. Les sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 : Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée depuis 1992 dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé NATURA 2000.



Cartographie de la localisation des Natura 200, Mosaïque Environnement

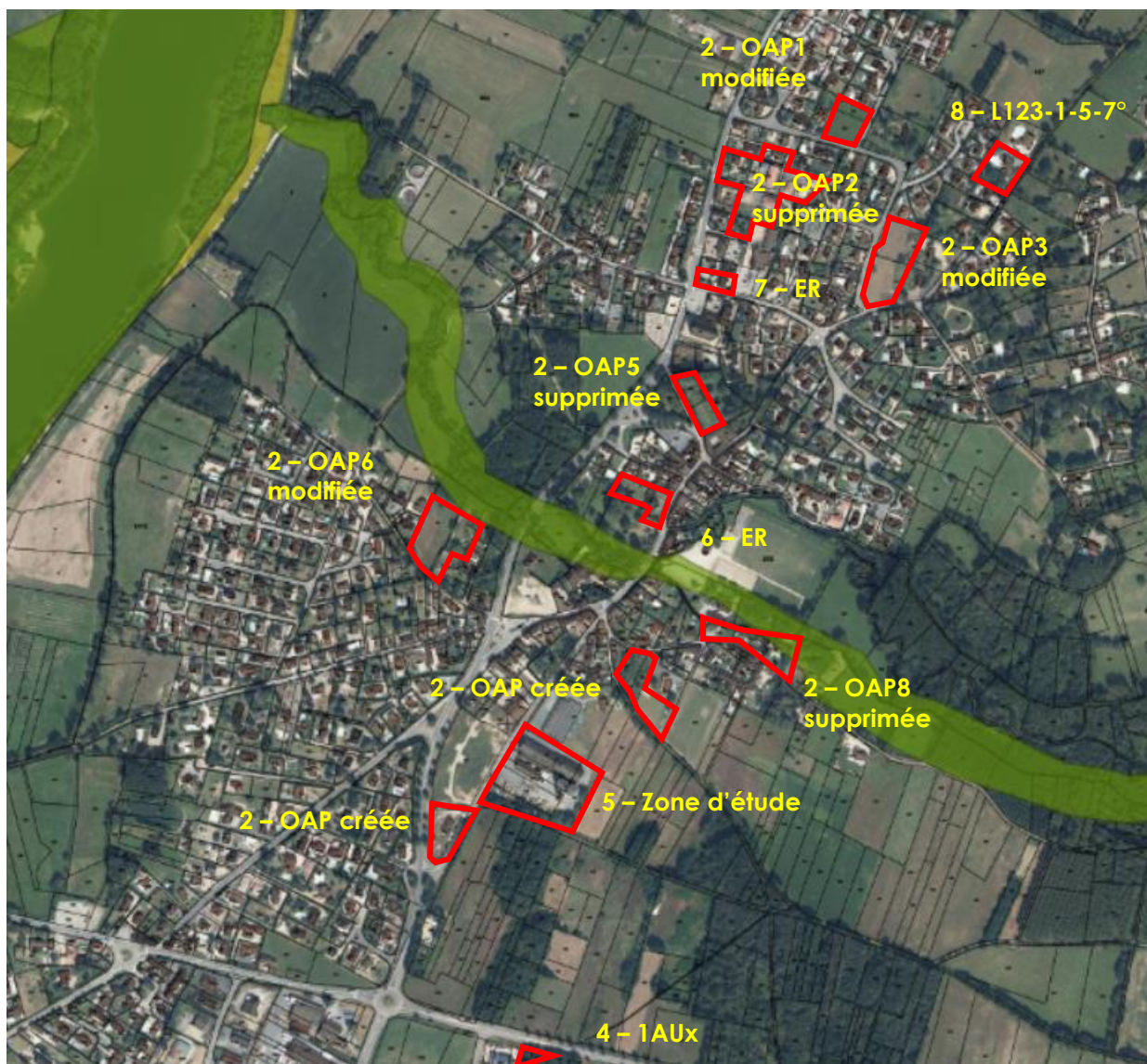
Le territoire intercommunal est largement concerné par un site Natura 2000 de type Site d'intérêt communautaire. Il s'agit de la zone :

- FR8202006 – « Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône aval ».

« À la fin du secondaire, l'émergence du Jura et du Morvan donnent naissance au lac bressan. C'est dans cette cuvette, comblée au quaternaire par des sédiments glaciaires, que la Saône va établir son cours. Son régime particulier va se traduire par des périodes d'alluvionnement et des périodes de creusement constituant ainsi des terrasses.

Dans cette plaine inondable, les prairies sont en régression constante, au profit des cultures maraîchères et céréalières, boisements, infrastructures industrielles et urbaines qui tentent de lutter, par divers aménagements, contre les contraintes du milieu. Les agriculteurs de type mixte éleveur-céréalier ou éleveur sont relativement âgés et un renouvellement des chefs d'exploitations se fera dans les années à venir. Le site permettra de maintenir des possibilités d'agriculture extensive. ...».

III.B - SUSCEPTIBILITÉ D'AFPECTER SIGNIFICATIVEMENT UN SITE NATURA 2000 OU ZNIEFF



Cartographie de la localisation des modifications (en vert le site Natura 2000 et la ZNIEFF de type 1)

III.A.1. Susceptibilité d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ou une ZNIEFF

1 - Création d'un Coefficient de Pleine Terre (CPT) et d'un Coefficient d'Emprise au Sol (CES)

Le CES s'applique exclusivement dans les zones **Ua** et **Ub** du plan de zonage, dans des zones actuellement urbanisées, à vocation d'habitat, de la commune. Cet outil permet d'établir les surfaces constructibles d'un tènement, favorisant la densité et limitant l'imperméabilisation des sols.

Le CPT, quant à lui, est un rapport entre la surface de pleine terre et la surface de l'ensemble des parcelles. Il permet, ainsi, de définir la proportion libre et en terre naturelle sur une parcelle donnée. En ce sens, son objectif consiste en l'infiltration des eaux dans les sous-sols et à la préservation d'une biodiversité faunistique et floristique. De manière général, il favorise l'intégration ou la préservation du végétal et la non imperméabilisation dans l'espace urbain.

En ce sens, il s'agit de deux outils complémentaires permettant d'éviter l'étalement urbain et l'imperméabilisation en favorisant la densité et l'importance du végétal dans les milieux urbanisés.

Les secteurs urbanisés **Ua** et **Ub** ne se localisent pas dans le site Natura 2000. De fait, la création de ces deux outils n'a aucun impact sur le site Natura 2000 identifié.

Les secteurs urbanisés **Ua** et **Ub** sont en partie dans les ZNIEFF, mais les mesures devraient plutôt avoir un effet positif sur l'environnement.

2 - Suppression, modification et création de secteurs d'OAP

Que ce soit la suppression, la modification ou la réalisation de secteurs d'OAP, aucun n'a d'incidence sur la zone Natura 2000 qui se localise hors enveloppe urbaine.

Ces OAP permettent, exclusivement, d'exprimer de manière qualitative les ambitions et la stratégie de la collectivité en termes d'aménagement. Elles sont là pour que la commune puisse avoir une maîtrise de son urbanisation.

En ce sens, ce point n'a aucun impact sur la zone Natura 2000 identifiée.

3 - Création d'Emplacements Réservés

Les Emplacements Réservés se localisent en plein secteur urbain, loin de la zone Natura 2000 identifiée.

En ce sens, la création de ces deux Emplacement Réservés n'a aucune incidence sur le site Natura 2000.

4 – Réparation d'une erreur matérielle

S'agissant de la réparation d'une erreur matérielle, il n'y a pas d'impact de la modification.

On rappellera toutefois que le rétablissement du classement en zone 1AUx1 concerne un triangle d'environ 580 m² à l'intérieur de la grande zone d'activité intercommunale « Visionis » qui se situe en dehors des secteurs Natura 2000 et des ZNIEFF.

5 – Création d'une zone d'étude sur une zone Ux1

La création de la zone d'étude a pour objet de mettre en place une servitude de limitation de la constructibilité pour permettre de réfléchir à l'évolution d'un tènement aujourd'hui urbanisé pour de l'activité (silos) et situé à côté du centre bourg et donc du secteur sensible de la rivière La Calonne qui fait l'objet d'une ZNIEFF de type 1.

Cet élément de la modification du PLU devrait donc avoir plutôt des incidences positives sur l'environnement et le secteur de la ZNIEFF de type 1.

6 - Création d'un emplacement réservé pour des équipements pour personnes âgées

Cet emplacement réservé concerne un tènement anciennement bâti en zone **Ua** du centre bourg.

Ce tènement avec parc est proche du secteur sensible de la la rivière La Calonne qui fait l'objet d'une ZNIEFF de type 1. L'emplacement réservé garantit que l'aménagement des équipements prévus seront maîtrisés par la collectivité. En ce sens, on peut dire que la modification ne devrait pas avoir d'incidences sur le secteur de la ZNIEFF de type 1.

7 - Création d'un emplacement réservé pour des équipements communaux

Cet emplacement réservé concerne le tènement bâti de la Mairie en zone **Ua** du centre bourg.

Ce secteur déjà bâti est hors zone Natura 2000 et Z NIEFF.

8 – Elargissement de la protection L123-1-5-7°

Cette reprise ponctuelle de la protection au titre de l'article L123-1-5-7° concerne la végétation d'une parcelle bâtie qui se trouve hors zone Natura 2000 et ZNIEFF.

9 à 13 – Règlement

Les évolutions du règlement du PLU apportent des corrections à la marge sans changement du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). En ce sens, elle n'ont pas d'effet sur la zone Natura 2000 et les ZNIEFF.

III. C – POINTS DE LA MODIFICATION DONT L'INCIDENCE EST NEUTRE

Un certain nombre des modifications proposées apparaissent comme « neutres » au niveau de leur incidence dans la mesure où ils ne modifient pas les conditions de constructibilité sur le territoire de la commune.

2 - Suppression, modification et création de secteurs d'OAP

Les modifications sur les OAP existantes prennent simplement en compte la réalité d'aménagements faits.

La création de nouvelles OAP permettra une meilleure maîtrise de l'aménagement de secteurs qui étaient déjà ouvert à l'urbanisation.

Elles sont plutôt neutres par rapport au PLU actuel.

3 - Création d'Emplacements Réservés

Les deux emplacements réservés concernent des espaces déjà aménagés et sont donc parfaitement neutres en matière d'incidence sur les milieux naturels et la biodiversité.

5 – Création d'une zone d'étude sur une zone Ux1

La création de la zone d'étude a pour objet de mettre en place une servitude de limitation de la constructibilité pour permettre de réfléchir à l'évolution d'un tènement aujourd'hui urbanisé pour de l'activité (silos) et situé à côté du centre bourg et donc du secteur sensible de la rivière La Calonne qui fait l'objet d'une ZNIEFF de type 1.

Cette modification ayant pour conséquence de « figer » les possibilités de construction pendant cinq ans, son incidence est neutre.

6/7 - Création d'emplacements réservés pour des équipements pour personnes âgées et pour des équipements communaux

L'outil emplacement réservé ne change rien quant aux règles générales existantes dans le PLU et s'appliquant sur les parcelles concernées en ce sens il est neutre quant aux incidences de la modification sur l'environnement.

10 – Règlement – Implantation des piscines

L'évolution sur l'implantation des piscines à l'intérieur des parcelles construites (2 mètres de la limite au lieu de 4 ou 5 mètres) ou à construire n'a pas d'incidence particulière sur l'environnement. Le Coefficient de Pleine Terre garantit de toute façon la préservation d'un espace non construit et végétalisé.

III. C - INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ

1 - Création d'un Coefficient de Pleine Terre (CPT) et d'un Coefficient d'Emprise au Sol (CES)

Ces modifications dans les zones Ua et Ub qui tendent à garantir la préservation d'espaces non construits et végétalisés sont plutôt favorables à la préservation de la biodiversité à l'intérieur de la trame verte urbaine.

4 – Réparation d'une erreur matérielle

S'agissant de la réparation d'une erreur matérielle, il n'y a pas d'impact de la modification.

On rappellera toutefois que le rétablissement du classement en zone 1AUx1 concerne un triangle d'environ 580 m² aujourd'hui couvert d'une végétation spontanée mais situé au milieu de la zone d'activité.

8 – Elargissement d'une protection L123-1-57°

L'élargissement d'une protection au titre de l'article L123-1-5-7° a pour objet de protéger un espace végétalisé existant. En ce sens, son effet est plutôt positif sur les milieux et la biodiversité.

9 – Règlement – Habitations existantes dans les zones A et N

L'évolution du règlement du PLU permettra l'aménagement, l'extension et les annexes pour quelques habitations existantes en zone agricole.

S'agissant d'habitations existantes, l'incidence sur les milieux naturels et la biodiversité reste limitée.

11 – Règlement – Hauteur des clôtures

L'évolution sur l'évolution de la hauteur maximum des clôtures de 1.60 m. à 2,00 m. n'a pas d'incidences sur les milieux naturels ou la biodiversité.

12 – Règlement – Stockage des eaux pluviales

L'inscription d'une prescription nouvelle pour obliger à la création d'un volume minimum de stockage pour la récupération des eaux pluviales en cas de création d'une nouvelle surface de toiture n'a pas d'incidences sur les milieux naturels ou la biodiversité.

13 – Règlement – Limitation des annexes de petites tailles

La limitation du nombre des annexes de moins de 10 m² à deux à l'intérieur d'un même tènement a pour but d'éviter un « mitage » à l'échelle de la parcelle. En ce sens il aura plutôt une incidence positive sur la biodiversité et les milieux naturels.

III. D - EFFETS DE LA MODIFICATION DU PLU SUR LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

1 - Création d'un Coefficient de Pleine Terre (CPT) et d'un Coefficient d'Emprise au Sol (CES)

Ces modifications dans les zones **Ua** et **Ub** qui tendent à garantir la préservation d'espaces non construits et végétalisés sont plutôt favorables à la recherche d'une intégration dans le tissu urbain existant (et en particulier dans le tissu pavillonnaire) sans en empêcher la densification.

Ne modifiant pas les surfaces des zones **Ua** et **Ub**, il n'y a pas d'incidences ici sur la consommation de l'espace. L'évolution du règlement de la zone **Ua** prévoit même la possibilité de construire des bâtiments principaux au-delà de la zone des 15 mètres le long de l'emprise publique à partir du moment où celle-ci est déjà construite, ce qui est plutôt favorable à la densification et donc à une meilleure gestion de la consommation de l'espace.

4 – Réparation d'une erreur matérielle

S'agissant de la réparation d'une erreur matérielle, il n'y a pas d'impact de la modification.

La réparation de l'erreur matérielle entraîne la réinscription de 580 m² d'une parcelle en zone constructible pour l'activité. L'incidence reste très limitée à l'échelle de la très grande zone d'activités à l'intérieur de laquelle elle se trouve.

8 – Elargissement d'une protection L123-1-57°

L'élargissement d'une protection au titre de l'article L123-1-5-7° a pour objet de protéger un espace végétalisé existant et donc de préserver un petit morceau de paysage aujourd'hui existant. En ce sens, son effet est plutôt limité sur la consommation de l'espace sachant que le coefficient de pleine terre oblige de toute façon à conserver 40% de la parcelle en espace de pleine terre.

9 – Règlement – Habitations existantes dans les zones A et N

L'évolution du règlement du PLU permettra l'aménagement, l'extension et les annexes pour quelques habitations existantes en zone agricole.

S'agissant d'habitations existantes l'incidence sur la consommation de l'espace sera très limitée..

11 – Règlement – Hauteur des clôtures

L'évolution sur l'évolution de la hauteur maximum des clôtures de 1.60 m. à 2,00 m. n'a pas d'incidences sur la consommation de l'espace.

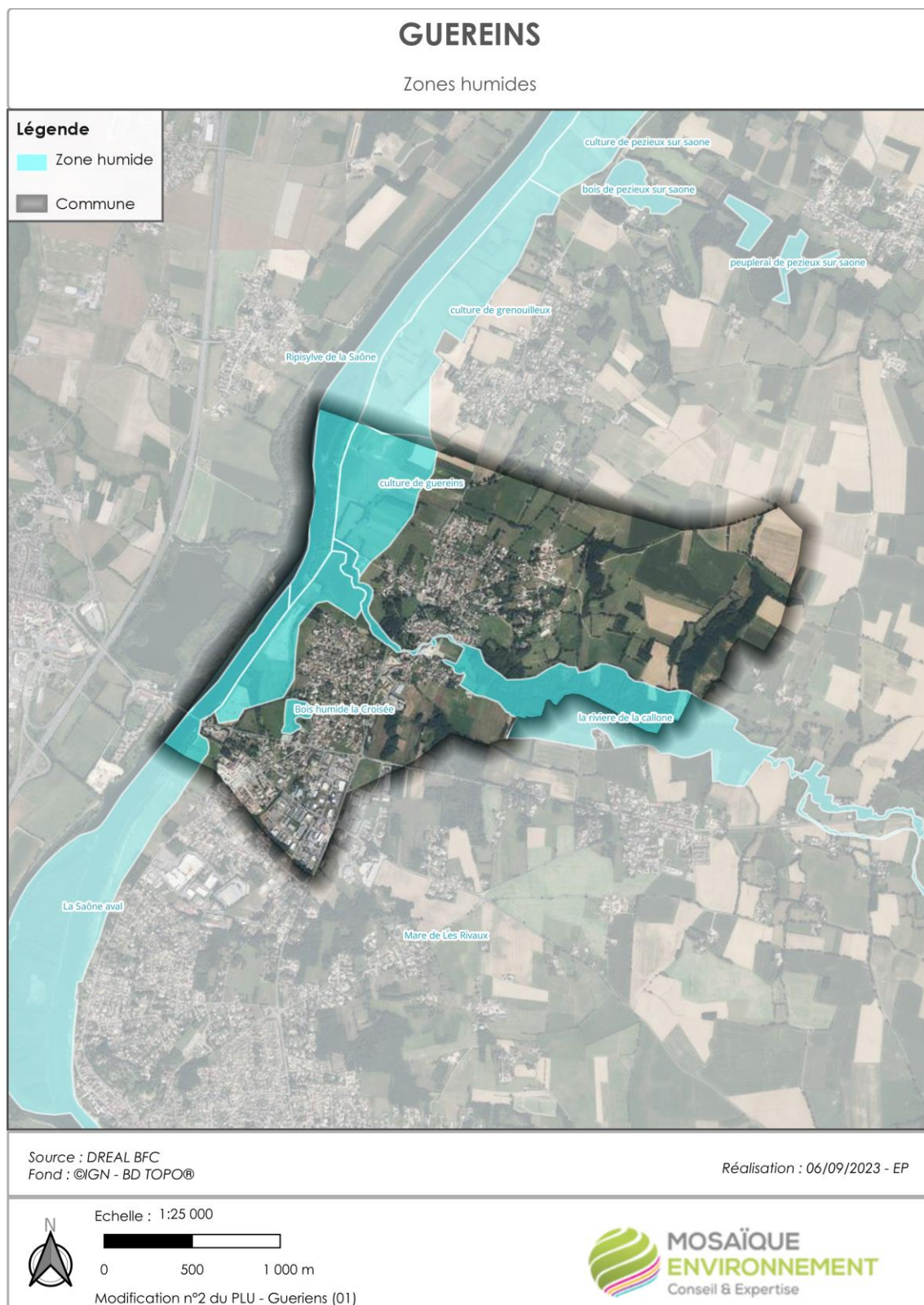
12 – Règlement – Stockage des eaux pluviales

L'inscription d'une prescription nouvelle pour obliger à la création d'un volume minimum de stockage pour la récupération des eaux pluviales en cas de création d'une nouvelle surface de toiture est neutre en matière de consommation d'espace.

13 – Règlement – Limitation des annexes de petites tailles

La limitation du nombre des annexes de moins de 10 m² à deux à l'intérieur d'un même tènement a pour but d'éviter un « mitage » à l'échelle de la parcelle. Venant compléter la règle que veut que la surface additionnée de l'ensemble des annexes ne dépasse pas 60 m², elle n'a pas d'incidence sur la consommation de l'espace.

III.E - INCIDENCE SUR UNE ZONE HUMIDE



Cartographie de la localisation des zones humides, Mosaïque Environnement

De manière générale, les modifications proposées n'ont pas d'incidence particulière sur une zone humide.

Une incidence pourrait être liée à la présence des zones humides de la vallée de la Saône et du vallon de la Calonne, mais les modifications proposées vont plutôt dans le sens d'une meilleure maîtrise de la gestion des eaux pluviales (coefficient de pleine terre, stockage pour la récupération des eaux de pluie...).

III.F - INCIDENCES SUR L'EAU POTABLE, L'EAU PLUVIALES ET L'ASSAINISSEMENT

1 - Création d'un Coefficient de Pleine Terre (CPT) et d'un Coefficient d'Emprise au Sol (CES)

Ces modifications dans les zones **Ua** et **Ub** qui tendent à garantir la préservation d'espaces non construits et végétalisés sont plutôt favorables à la non imperméabilisation des espaces construits. En ce sens, elles ont plutôt une incidence positive sur la gestion des eaux pluviales.

4 – Réparation d'une erreur matérielle

S'agissant de la réparation d'une erreur matérielle, il n'y a pas d'impact de la modification.

On rappellera toutefois que le rétablissement du classement en zone 1AUx1 concerne un triangle d'environ 580 m² qui pourra être imperméabilisé dans le cadre de l'aménagement d'une activité. La gestion des eaux pluviales sera gérée à l'échelle des tenements et surtout de la zone d'activité..

8 – Elargissement d'une protection L123-1-57°

L'élargissement d'une protection au titre de l'article L123-1-5-7° a pour objet de protéger un espace végétalisé existant et donc de préserver des espaces actuellement non imperméabilisés. En ce sens, son effet est plutôt positif sur la gestion des eaux pluviales.

9 – Règlement – Habitations existantes dans les zones A et N

L'évolution du règlement du PLU permettra l'aménagement, l'extension et les annexes pour quelques habitations existantes en zone agricole.

S'agissant d'habitations existantes susceptibles de ne pas se trouver à proximité de réseau d'assainissement collectif et d'avoir un système d'assainissement non collectif, il peut y avoir une incidence limitée sur l'assainissement.

11 – Règlement – Hauteur des clôtures

L'évolution sur l'évolution de la hauteur maximum des clôtures de 1.60 m. à 2,00 m. n'a pas d'incidences sur la question de l'eau.

12 – Règlement – Stockage des eaux pluviales

L'inscription d'une prescription nouvelle pour obliger à la création d'un volume minimum de stockage pour la récupération des eaux pluviales en cas de création d'une nouvelle surface de toiture a plutôt une incidence positive en ce qu'elle permettra d'utiliser de l'eau du réseau d'eau potable pour des usages qui ne nécessitent pas une eau traitée...

13 – Règlement – Limitation des annexes de petites tailles

La limitation du nombre des annexes de moins de 10 m² à deux à l'intérieur d'un même tènement a pour but d'éviter un « mitage » à l'échelle de la parcelle.

S'agissant de très petites annexes, l'incidence sur la question de l'eau est ici « neutre » .

III. G - INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BÂTI

1 - Création d'un Coefficient de Pleine Terre (CPT) et d'un Coefficient d'Emprise au Sol (CES)

Ces modifications dans les zones **Ua** et **Ub** qui tendent à garantir la préservation d'espaces non construits et végétalisés sont plutôt favorables à la recherche d'une intégration dans le tissu urbain existant (et en particulier dans le tissu pavillonnaire) sans en empêcher la densification. En ce sens, elles ont plutôt une incidence positive sur la gestion des paysages urbains existants.

4 – Réparation d'une erreur matérielle

S'agissant de la réparation d'une erreur matérielle, il n'y a pas d'impact de la modification.

A l'échelle de la très grande zone d'activité, l'intégration en son milieu du triangle de 580 m² n'a pas d'incidence sur le paysage.

8 – Elargissement d'une protection L123-1-57°

L'élargissement d'une protection au titre de l'article L123-1-5-7° a pour objet de protéger un espace végétalisé existant et donc de préserver un petit morceau de paysage aujourd'hui existant. En ce sens, son effet est plutôt positif sur le paysage.

9 – Règlement – Habitations existantes dans les zones A et N

L'évolution du règlement du PLU permettra l'aménagement, l'extension et les annexes pour quelques habitations existantes en zone agricole.

S'agissant d'habitations existantes l'incidence sur le paysage restera limitée.

11 – Règlement – Hauteur des clôtures

L'évolution sur l'évolution de la hauteur maximum des clôtures de 1.60 m. à 2,00 m. peut avoir une incidence limitée sur le paysage à l'intérieur du tissu urbain en restreignant la vue du promeneur. Toutefois, l'effet entre 1.60 et 2.00 m. reste limité..

12 – Règlement – Stockage des eaux pluviales

L'inscription d'une prescription nouvelle pour obliger à la création d'un volume minimum de stockage pour la récupération des eaux pluviales en cas de création d'une nouvelle surface de toiture est neutre en matière de paysage.

13 – Règlement – Limitation des annexes de petites tailles

La limitation du nombre des annexes de moins de 10 m² à deux à l'intérieur d'un même tènement a pour but d'éviter un « mitage » à l'échelle de la parcelle. Elle a donc plutôt une incidence positive sur le paysage.

III.H - INCIDENCES SUR L'ÉNERGIE, LE CLIMAT, LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES

1 - Création d'un Coefficient de Pleine Terre (CPT) et d'un Coefficient d'Emprise au Sol (CES)

Ces modifications dans les zones **Ua** et **Ub** qui tendent à garantir la préservation d'espaces non construits et végétalisés sont plutôt favorables à la préservation d'espaces non imperméabilisés. En ce sens, elles ont plutôt une incidence positive sur l'énergie, le climat, les pollutions et les nuisances.

4 – Réparation d'une erreur matérielle

S'agissant de la réparation d'une erreur matérielle, il n'y a pas d'impact de la modification.

8 – Elargissement d'une protection L123-1-57°

L'élargissement d'une protection au titre de l'article L123-1-5-7° a pour objet de protéger un espace végétalisé existant et donc de préserver un petit morceau d'espace vert aujourd'hui existant. En ce sens, son effet est plutôt positif sur l'énergie, le climat, les pollutions et les nuisances.

9 – Règlement – Habitations existantes dans les zones A et N

L'évolution du règlement du PLU permettra l'aménagement, l'extension et les annexes pour quelques habitations existantes en zone agricole.

S'agissant d'habitations existantes l'incidence sur l'énergie, le climat, les pollutions et les nuisances restera limitée.

11 – Règlement – Hauteur des clôtures

L'évolution sur l'évolution de la hauteur maximum des clôtures de 1.60 m. à 2,00 m. n'a aucune incidence sur l'énergie, le climat, les pollutions et les nuisances ..

12 – Règlement – Stockage des eaux pluviales

L'inscription d'une prescription nouvelle pour obliger à la création d'un volume minimum de stockage pour la récupération des eaux pluviales en cas de création d'une nouvelle surface de toiture permettant de faire baisser la pression sur la ressource en eau elle a plutôt une incidence positive sur l'énergie, le climat, les pollutions et les nuisances.

13 – Règlement – Limitation des annexes de petites tailles

La limitation du nombre des annexes de moins de 10 m² à deux à l'intérieur d'un même tènement a pour but d'éviter un « mitage » à l'échelle de la parcelle. Elle a donc plutôt une incidence positive sur l'énergie, le climat, les pollutions et les nuisances.



Chapitre IV. **Conclusion**



L'analyse des incidences sur l'environnement de la modification N°2 du PLU n'ayant pas fait apparaître à nos yeux d'incidences notables sur l'environnement, le présent dossier sera transmis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) pour examen au « cas par cas ».